

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1971)
Heft: 154

Artikel: Contre Meany
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028213>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

sement continu des conquêtes en ce domaine », pas plus que l'accession progressive à une conscience planétaire, l'urbanisation accélérée et l'explosion démographique, ne suscitent de commentaires particuliers, le plan technique fait en revanche l'objet d'une définition approfondie. « Les immenses progrès réalisés depuis un demi-siècle ont mis en évidence l'efficacité croissante de la technologie et des nouvelles méthodes de gestion des entreprises. Ces progrès ne sont pas seulement doublés d'un profond renouvellement des structures économiques et politiques qu'attestent les fusions et les efforts de concentration dans tous les secteurs; ils ont également entraîné de profondes transformations sociales et culturelles, dont les aspects les plus frappants sont la réduction continue de la durée du travail, le développement des loisirs et l'avènement d'une culture de masse. »

On ne saurait mieux dépolitiser l'analyse de notre société, confondre l'apparence et la réalité, et accepter les choses sans s'interroger sur leurs causes et leurs raisons, et surtout, ce qui est plus grave encore de la part d'enseignants qui entendent préparer les hommes de demain pour une société meilleure, sans remettre en cause l'aboutissement de l'évolution actuelle.

Le livre de la jungle

A cette école qui doit donc être repensée en fonction du dynamisme de la société contemporaine, acceptée comme la seule réalité sociologique et le seul devenir historique, les maîtres du Collège, membres de la commission, assignent des buts correspondants à sa mission : donner « la primauté à la recherche sur celle de la stabilité », tendre « à l'élevation générale du niveau de la formation des jeunes », fournir « l'encadrement qu'il faut donner aux jeunes pour remédier à l'affaiblissement des structures sociales élémentaires. Afin de renouveler les objectifs de l'enseignement on donnera la primauté au développement des aptitudes et à la formation du caractère sur l'acquisition des connaissances. On développera les capacités d'adaptabilité, de mobilité d'esprit, de sens critique, l'objectivation, le sens des connexions, des synthèses et de la communicabilité. « L'accélération du rythme de vie et l'âpreté croissante des conditions d'existence, dans l'entreprise, dans les grands ensembles et jusque dans les loisirs, requièrent ainsi toujours davantage le développement du pouvoir de concentration et du calme, ainsi que celui du courage et du sens de l'effort. » A ces qualités premières, le rapport ajoute encore l'efficacité personnelle, la maîtrise de soi, le sens des responsabilités ainsi que l'esprit de coopération et de compétition.

Enfin l'acquisition des connaissances doit le céder à l'apprentissage des méthodes de l'acquisition du savoir, ce qui exige que « l'élève soit davantage intéressé au pourquoi de ce qu'on lui enseigne et que l'enseignant s'attache plus à faire comprendre qu'à faire apprendre ».

Les membres de la commission ont donc, sans le vouloir, redécouvert une vérité profonde, celle que notre société est une jungle pour l'homme. Les valeurs qu'ils avancent sont donc celles de la jungle : la lutte pour la survie et la solidarité du clan. Et les vertus de l'éducation, celle qui permettront à l'homme de n'être pas écrasé par un milieu hostile : l'initiative, l'endurance, la maîtrise de soi. Il n'y a donc plus qu'à introduire — ou à réintroduire ? — l'œuvre de Kipling parmi les lectures obligatoires de maturité, dans une école où le scoutisme sera mis à l'heure des ordinateurs.

La montagne accouche d'une souris

Et pour continuer dans le genre animalier, nous nous bornerons à constater que dans la suite du rapport — les orientations concrètes de l'enseignement — la montagne théorique accouche d'une souris. Après tant d'audaces dans l'analyse des maux de notre société et des remèdes à y apporter par le moyen de l'école, les membres de la Commission semblent avoir été à court d'inspiration.

Que nous proposent-ils en effet pour que l'école soit dotée de « structures plus souples, mieux adaptées à la personnalité de l'élève, plus motivantes » ? Deux types de maturité à « la carte », c'est-à-dire composée d'un tronc commun et d'un certain nombre de disciplines à choisir par le candidat, l'un dans le cadre tracé par l'actuelle ordonnance sur la reconnaissance des certificats de maturité du 22 mai 1968, l'autre sans tenir compte de ce cadre extrêmement étroit et désuet, malgré les intentions de certains articles de la loi. L'idée est des plus intéressantes, les projets de valeur; mais ils ne sont pas neufs. Ils ne représentent pas l'école d'après-demain, de l'an 2000, mais celle de demain, du moins celle que nous devons avoir à tout prix demain, si nous voulons éviter une catastrophe pédagogique et sociale. Il en va un peu de même des paragraphes consacrés à l'enseignement non directif et aux moyens audio-visuels. Malgré tous leurs efforts, les maîtres ne sont pas encore parvenus à sortir tout à fait de la tarte à la crème pour énoncer des projets clairs et concrets. Nous passerons charitablement sur le chapitre des « méthodes d'évaluation mieux adaptées aux objectifs de l'enseignement » puisque la commission dite de « docimologie », probablement impressionnée par son titre et par la nouveauté stupéfiante de son objet, avoue elle-même n'avoir pas eu le temps de se livrer à une étude approfondie et s'est contenté de faire le point du système de notation en vigueur actuellement et de dresser le catalogue de quelques questions à poser. Et nous arrivons ainsi à la troisième partie de ce rapport, consacrée à la « revalorisation de la fonction d'enseignant. »

Un garde-fou intellectuel

Ce troisième chapitre tenait à cœur aux membres de la Commission. On les comprend du reste. Aussi paraît-il l'un des plus intéressants, mais l'un des plus significatifs aussi sur le plan de l'orientation. Aux considérations habituelles, tout à fait justifiées, concernant le travail du maître, la liberté d'enseignement, la diversification des fonctions, la formation continue, la qualification universitaire, l'honnêteté intellectuelle, l'ouverture sur le monde, etc... la commission ajoute des revendications nouvelles, qui touchent à la participation des maîtres au travail de direction de l'école, condition d'un meilleur impact de leur enseignement », à la limite dans le temps des mandats de doyens, maîtres de méthodologie, au droit d'association et de réunion de ces associations dans les locaux de l'école, etc... Mais en même temps qu'elle complète, qu'elle accentue, certains traits politiques de la figure du maître dans son collège, la commission, quoiqu'elle prétende ne pas oublier le citoyen et qu'elle réclame même l'abolition de l'incompatibilité qui existe à Genève entre la fonction d'enseignant et celle de député au Grand Conseil, souligne à nouveau sa méfiance fondamentale à l'égard de la politique. « Une éthique professionnelle serait peut-être à même de résoudre ces problèmes (liés à l'engagement politique des maîtres) qui ont toujours existé notamment pour les maîtres de philosophie, d'histoire de français et de géographie), mais n'ont jamais été étudiés de manière sérieuse; elle fournirait au public certaines garanties et apporterait aux maîtres et aux directions une sorte de « garde-fou intellectuel ».

Plutôt moins, mais mieux

La lecture attentive du rapport de la Commission de réforme du Collège de Genève, y compris des deux annexes constituées par un rapport d'élèves et par les considérations « futuristes » et très idéalistes d'un groupe de maîtres, tempère singulièrement les prises de position de certains journalistes qui, à défaut d'information et de réflexion, ont conservé un enthousiasme juvénile pour ce qui paraît nouveau. Ce n'est pas que tout soit à critiquer ou à rejeter dans le travail accompli. Loin de là. Et nombre de considérations ou de suggestions pourraient être utilement repris dans un projet différent. Mais le point de départ de cette réflexion, qui est l'adaptation pure et simple de l'école aux besoins actuels de notre société, nous paraît inacceptable. Est-ce

faire injure aux maîtres du Collège de Genève que d'y voir l'influence du président de la commission, choisi en dehors du corps enseignant, en la personne de M. Jean-Louis Le Fort, à l'époque secrétaire général de l'Institut Battelle ?

Ces propositions de réforme s'inscrivent dans l'orientation toujours plus technocratique du Département de l'instruction publique, une orientation dont son chef paraît s'accommoder. Il y a pourtant des maîtres, en nombre grandissant, qui s'en inquiètent. Et qui sans vouloir transformer la société par l'école, ni faire du Collège la base rouge de la révolution à venir, souhaitent que l'enseignement se donne comme tâche de former des hommes et des femmes capables de transformer le monde dans lequel ils vivent et non simplement de s'y adapter mieux. Parviendront-ils à prouver qu'à la différence des étudiants et des collégiennes, ils sont en mesure de donner non seulement des coups de gueule lorsqu'on condamne à Burgos, mais de mener une action réfléchie et de longue haleine sur des problèmes concrets, telle la réforme de l'enseignement ? Sauront-ils se souvenir du titre du dernier article de Lénine : « Plutôt moins, mais mieux » ? La réponse à cette question constituera un test de la maturité politique des enseignants qui se veulent progressistes à Genève.

Contre Meany

L'utilité de l'Organisation internationale du travail est certaine. Les recommandations et conventions qu'elle vote chaque année sont un outil précieux pour faire pression sur les législations nationales.

L'OIT, toutefois, souffre des mêmes maux que tous les organismes internationaux : structure bureaucratique excessivement lourde et trop grande docilité à l'égard des autorités des pays membres.

Cette situation, aussi détestable qu'elle soit, est dans l'ordre des choses. Ce qui ne l'est pas, par contre, c'est que le « groupe ouvrier » ne se soit pas désolidarisé publiquement de la prise de position, devant une commission du Congrès américain, du vieux et conservateur leader de l'AFL-CIO, George Meany. Conséquence : les Etats-Unis n'ont pas encore payé la moitié de leurs contributions 1970 ni voté celles de 1971. Motif : la nomination d'un soviétique au poste de sous-directeur du BIT. Les organisations syndicales nationales et la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) seraient-elles à ce point soumises qu'elles n'osent pas dénoncer la sénilité de Meany ?

La recherche d'un deuxième souffle et d'une nouvelle crédibilité des organisations des travailleurs est aussi à conquérir à ce niveau-là.

Urbanisme à Genève : le sommeil des lois

Urbanisme, rente foncière et spéculation : trois phénomènes indissolublement liés.

Les tentatives de faire bénéficier l'Etat d'une partie au moins de la rente foncière sont innombrables et vouées à un échec permanent car elles s'attaquent à l'un des piliers du système.

Conséquences : des loyers disproportionnés, un développement urbanistique dicté par les pressions politiques des spéculateurs et un pillage légal et systématique de nos ressources naturelles et territoriales.

La loi sur le développement paraît répondre à tous les besoins de l'urbaniste et du politicien conscien-